

Dimitra Bulletin

FEMMES RURALES ET DÉVELOPPEMENT

BULLETIN N° 4 – BRUXELLES, MARS 2000

Guide Dimitra 2000

Depuis ses débuts, le projet s'est investi dans la collecte et l'échange d'informations concernant les femmes rurales et c'est avec plaisir que j'annonce la parution de la deuxième édition du Guide Dimitra. Il s'agit de la mise à jour du répertoire précédent, publié en 1996, et il concerne les ONG, instituts de recherche et centres d'information basés en Europe. Il fournit des informations détaillées sur les projets de ces organisations qui travaillent avec et pour les femmes rurales du Sud. Il est conçu pour être utilisé par les acteurs du développement, au nord et au sud, et a pour but de promouvoir l'échange d'expériences et de bonnes pratiques dans le monde entier. Il donne également des indications sur les objectifs et la philosophie des organisations et fournit une liste de publications produites sur le thème femmes/genre et développement. Le projet travaille aussi avec ses huit partenaires locaux sur la collecte et la diffusion d'informations concernant les femmes rurales en Afrique et au Proche Orient. Ces in-



formations seront disponibles dans les prochains jours dans la base de données du site Internet du projet. Les descriptions des projets ont été envoyées par les ONG du Sud et elles donnent des informations sur des activités en cours dans de très nombreux pays. Les projets décrits sont autant de pistes qui soulignent les priori-

tés des organisations locales. Certains thèmes sont récurrents partout: santé, droits fonciers et conditions d'accès à la terre pour les femmes, éducation aux droits politiques et économiques. Les lecteurs trouveront dans ce Bulletin quelques exemples de projets en matière de droits fonciers.

Le Guide Dimitra Afrique/Proche Orient, qui reprendra toutes les données contenues dans le site Internet, paraîtra en 2001 et nous vous engageons à entrer en relation avec nos partenaires locaux (ou le bureau de Bruxelles) si ces derniers n'ont pas encore contacté votre organisation et que vous souhaitez que celle-ci figure dans le prochain répertoire.

Nous vous souhaitons une très bonne lecture. □

Marie Randriamamonjy
Chef, Service des Femmes dans le Développement (SDWW)
FAO, Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

sommaire

- 2 CREDIF: Centre de Recherches, d'Etudes, de Documentation et d'Information sur la Femme
- 3 POSDEV: The Pan African Organisation for Sustainable Development
- 5 Isis-WICCE: Promouvoir l'émancipation des femmes
- 6 Calendrier conférences
- 7 Projets d'Afrique australe
- 10 Le droit à la terre pour les femmes au Zimbabwe
- 11 Sites Africains sur le genre
- 12 Livres

avant-propos

Amies lectrices, amis lecteurs,

Dans ce numéro, nous terminons les deux dernières présentations de nos partenaires locaux avec une description du CREDIF, qui travaille en Afrique du Nord et celle du POSDEV, qui couvre une partie de l'Afrique de l'Ouest. Ruth Ochieng, de Isis-WICCE qui est basé en Ouganda, présente le travail de son organisation dont le but principal est de promouvoir l'émancipation des femmes. Ce numéro sera aussi l'occasion d'exposer quelques-uns des nombreux projets d'ONG collectés par notre partenaire d'Afrique australe. Ils sont plus particulièrement consacrés aux problèmes d'accès à la terre pour les femmes et à la promotion de leur statut social. Les projets décrivent les efforts faits par les ONG pour informer les femmes rurales sur leurs

droits juridiques, économiques et politiques et pour influencer les législateurs et transformer le droit coutumier.

Pat Made décrit, dans un article écrit pour l'Institut Panos, les développements récents en matière de droits d'accès à la propriété foncière pour les femmes au Zimbabwe. Vous trouverez enfin un agenda des prochaines conférences internationales, un aperçu des sites Internet africains consacrés au genre, et les titres de quelques nouvelles publications intéressantes. Bonne lecture à toutes et à tous. □

Nous vous rappelons que toutes les informations contenues dans ce Bulletin peuvent être consultées sur notre site Internet à l'adresse suivante:

<http://www.fao.org/sd/dimitra>



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

Nous vous présentons dans ce numéro les deux dernières organisations partenaires du Projet Dimitra, basées en Tunisie et au Ghana. Chacune a commencé la collecte d'information au niveau de sa sous-région. Nous vous invitons à faire leur connaissance ci-dessous.

nos partenaires

CREDIF

*Centre de Recherches, d'Etudes,
de Documentation et d'Information sur la Femme*

Pionnière dans le monde arabo-musulman et africain, la Tunisie a déployé, depuis l'indépendance, des efforts considérables pour la promotion de la condition de la femme et de son statut sur les plans sociaux et juridiques. Amorcée par la promulgation d'un Code du Statut Personnel (13 août 1956) et confirmée par de multiples réformes juridiques ces dernières années, cette politique place la femme au cœur de sa stratégie en matière de développement humain et donne une orientation moderniste au projet de société véhiculé par nos élites nationales. C'est dans cet esprit que 1990 voit la création du CREDIF placé depuis 1993 sous la tutelle du Ministère des Affaires de la Femme et de la Famille.

■ **Un pôle d'excellence et un centre de rayonnement sur le genre en Tunisie**

De par son statut actuel, le CREDIF est un établissement public à caractère non administratif qui a pour mission principale de participer à la promotion de la condition des femmes, de contribuer au changement des attitudes et des représentations à leur égard, en favorisant une meilleure intégration des droits de la femme aux droits de l'homme, une plus grande prise en compte des femmes dans le processus démocratique et une meilleure visibilité de leur contribution à la production nationale dans tous les domaines.

Structure permanente d'observation et d'évaluation, le Centre est une interface entre la société civile et les pouvoirs publics qui, outre son rôle d'organe scientifique mis à la disposition des décideurs et des différents opérateurs dans le domaine de la promotion de la femme, se veut un espace de réflexion et un lieu d'ancrage institutionnel du débat national sur l'opportunité des politiques engagées et sur les questions relatives au genre et à l'égalité des chances entre les deux sexes en Tunisie.

Pour accomplir sa mission, le CREDIF réalise des études, des recherches et des rapports sur la condition des femmes tunisiennes, sur leur statut dans la société, ainsi que

sur leur contribution au développement économique. Il collecte et diffuse les données (brochures, ouvrages scientifiques et textes vulgarisés, etc.) sur la situation des femmes et fournit une information susceptible de mettre en valeur leurs droits et d'élargir le champ de leur participation à la vie publique, à la production économique et à la création scientifique et culturelle.

Le CREDIF est appelé également, notamment dans le cadre des instances de planification, à participer à titre consultatif aux travaux des départements et organisations relevant des pouvoirs publics sur toute question concernant les femmes, en vue d'étudier la faisabilité et la pertinence des interventions ciblant diverses populations féminines.

Etant aux prises avec l'action et sans être, pour autant, un espace scientifique dédié à la recherche fondamentale, le Centre travaille de concert avec certains milieux universitaires sur les questions relatives à l'évolution des rapports sociaux de sexe dans le contexte tunisien actuel (dans une perspective comparative, évidemment). Il étudie également l'impact de facteurs aussi déterminants que l'éducation, l'intégration économique, etc., sur le vécu, les rôles et le statut des femmes, en prenant en considération la multiplication des sphères sociales et la variété des échelles

d'observation.

Du foisonnement d'activités qui caractérise la vie scientifique du CREDIF, nous retiendrons les quelques exemples suivants:

■ **L'Observatoire de la condition de la femme en Tunisie: un instrument d'évaluation permanente**

L'idée de mettre en place un Observatoire de la condition de la femme en Tunisie répond à un certain nombre de besoins dont le plus impérieux est de fournir une connaissance qui se veut objective et scientifique fiable de l'évolution de la condition des femmes.

La méthodologie adoptée par le CREDIF à cet égard est des plus classiques et consiste à considérer la recherche comme un processus d'information à travers lequel le chercheur encode et décode les messages émis par l'objet qu'il se destine à étudier. Sur le plan pratique, l'Observatoire de la condition de la femme comporte trois volets essentiels:

- L'élaboration de rapports;
- L'alimentation et la mise à jour permanentes de la banque de données statistiques;
- Une réflexion régulière sur la pertinence des indicateurs susceptibles de rendre compte de l'évolution de la condition de la femme sous ses différents aspects.

■ **Le CREDIF: une structure relais dans la coopération internationale**

Les activités de formation dans le cadre de la coopération Sud/Sud et Nord/Sud prennent de plus en plus d'ampleur au sein du CREDIF. Deux aspects de ces activités méritent d'être retenus:

La chaire UNESCO d'étude sur la condition de la femme:

Créée en 1997 avec pour objectif, notamment, de renforcer les capacités nationales d'élaboration et d'exécution de programmes en faveur de la promotion de la condition et des droits des femmes vers plus d'égalité avec les hommes, inciter les cher-

cheurs et étudiants à s'intéresser à ces questions, promouvoir la coopération entre les pays du Nord et du Sud dans le domaine de la promotion de la condition féminine et des droits des femmes, et faire bénéficier les autres pays en développement de l'expérience tunisienne.

La formation internationale en «genre, population et développement»

Cette structure de formation mise place en 1996 dans le cadre du suivi des conférences du Caire sur la population et de Beijing sur la femme, s'adresse jusqu'à présent aux cadres des pays francophones d'Afrique. Cette formation, qui bénéficie de l'appui du FNUAP, porte sur 7 modules différents:

- Les questions juridiques,
- L'analyse du genre et les statistiques,
- Les femmes dans les projets de développement et les programmes de population,
- Plan d'action: approches et méthodologies,
- Comment introduire les techniques d'IEC (information/éducation/communication) dans les projets de développement,
- Les femmes et la gestion,
- Les femmes rurales.

La collaboration du Centre au Projet Dimitra, Femmes Rurales et Développement

La collaboration du CREDIF au Projet Dimitra n'est qu'une continuation de son action valorisante de la femme en général et de la femme rurale en particulier.

Le CREDIF a été et continue à être le point focal du Réseau Maghrébin d'Information

Si votre organisation se trouve en Algérie, en Libye, au Maroc ou en Tunisie et que vous désirez figurer dans le Guide Dimitra, veuillez contacter le CREDIF à l'adresse ci-dessous pour recevoir le questionnaire Dimitra.

CREDIF

Mme Faïza Mkada ou Mme Mabrouka Gasmî

Avenue du Roi Abdelaziz Al Saoud,
rue 7131

El Manar II, 2092 Tunis

Tunisie

Tél: +216-1-885322

Fax: +216-1-887436 ou 882893

sur la Femme (REMIF), constitué depuis 5 ans. Le Projet Dimitra élargit le champ d'action de ce réseau, dans la mesure où il spécifie l'information que celui-ci véhicule, en l'occurrence l'information sur la femme rurale, et ensuite, le projet lui permet de consolider son rôle de point focal et de centre de services.

Après avoir publié le Répertoire Maghrébin des Institutions d'Information sur la femme, le CREDIF et plus précisément son département de documentation, collabore cette fois à l'élaboration du Guide Dimitra pour l'Afrique du Nord (Algérie, Libye, Maroc et Tunisie). Le Guide est considéré comme un moyen d'échange d'information car il va permettre à un large frange d'utilisateurs de disposer de sources d'informations qui pourraient constituer le point de départ de collaborations et de partenariats.

La valorisation de la femme rurale est impérative et le CREDIF, centre de promotion de l'image de la femme et diffuseur d'information sur la femme, se veut le garant de cette action. Le Centre a déjà publié un rapport sur la femme rurale tunisienne. Par le biais du Projet Dimitra, il élargit son champ d'action et se penche sur la femme rurale dans le nord de l'Afrique. □

POSDEV

The Pan African Organisation for Sustainable Development

L'Organisation Pan-Africaine pour le Développement Durable a été fondée en 1997 par onze ONG africaines convaincues de l'importance du développement à la base pour les populations africaines. Le POSDEV compte maintenant douze membres. Les membres proviennent d'ONG nationales du Ghana, Niger, Burkina Faso, Mali, Zimbabwe, Afrique du Sud, Bénin et Sao Tomé-et-Principe.

La vision de POSDEV et de ses membres est celle d'un continent africain en mesure d'assumer sa juste place dans le développement ainsi que l'éradication de la pauvreté et de tous les maux qui affectent notre société. C'est la vision d'une communauté puissante ne comptant que sur elle-même, basée sur les mouvements de base qui participent totalement à son succès.

Le POSDEV s'est donné pour mission de:

- promouvoir un mouvement participatif de base autosuffisant et équipé pour affronter ses besoins en développement;
- promouvoir une collaboration entre les organisations membres, basées sur les mouvements locaux dans le but de con-

tribuer à faire de l'Afrique un continent autosuffisant;

- mobiliser les ressources nécessaires pour exécuter et atteindre des programmes de développement durables et globaux et les rendre disponibles aux organisations membres;
- renforcer et préserver une culture de l'autosuffisance basée sur le professionnalisme et l'efficacité au sein de chaque organisation membre.

Pour atteindre ce but, le POSDEV soutient le développement d'organisations de base qui partagent la même vision d'un continent africain autosuffisant et durable. Il veut contribuer à la création d'un environnement favorable qui soit porteur pour le développement et la viabilité des organi-

sations de base et de ses organisations membres. Pour ce faire, il fournit un soutien et des services, assiste et renforce le développement institutionnel, renforce l'expertise et le professionnalisme des organisations membres, et crée, stimule et renforce les synergies entre ces mêmes organisations.

Les activités du POSDEV

POSDEV a conçu et exécute un programme de renforcement des capacités pour ses membres. Ce programme permet au POSDEV d'organiser des séminaires sur la planification stratégique, le développement organisationnel, la gestion financière, la rédaction de rapports et enfin, la formulation et la conception de programmes. Le POSDEV fournit également une assistance technique à ses membres en matière d'évaluation et de formulation de projets. Pour atteindre ces objectifs, le POSDEV organise pour ses membres des visites d'échange et des voyages d'études de façon à leur permettre de partager leurs expériences et leurs réussites respectives et de profiter de l'expertise de chacun. Ces visites sont l'occasion pour le POSDEV de

promouvoir et de mettre en valeur chacun de ses membres. Le POSDEV a récemment organisé une visite à Ségou et Sikasso au Mali pour son organisation membre, la Zatona-Adil de Sao Tomé. L'objectif principal de la visite était de permettre à la Zatona-Adil d'étudier les activités économiques entreprises par les groupements paysans de la région.

Le POSDEV offre également une assistance technique à ses membres et à d'autres ONG. Le POSDEV utilise généralement les expertises locales régionales et met leurs services à la disposition des organisations demandeuses pour une période déterminée. Christian Aid a, par exemple, demandé un(e) spécialiste en microcrédit pour l'Association of Rural Development, une ONG nationale basée à Freetown en Sierra Leone, qui gère des microcrédits urbains. Grâce à la diversité des domaines de spécialisation de ses membres, le POSDEV offre des possibilités d'intervention dans les secteurs suivants: le développement des microentreprises, la micro-finance, la gestion des ressources naturelles (y inclus l'agriculture durable et la sécurité alimentaire), la démocratie, la décentralisation et la bonne gestion des affaires publiques, les femmes et le développement, l'alphabétisation, la santé (y compris l'eau et l'assainissement).

■ Le POSDEV et le projet Dimitra

Etant donné le besoin d'établir des liens avec d'autres partenaires de développement, le POSDEV met en place des programmes pour d'autres institutions et organisations dans un esprit de part-

nariat. C'est dans ce contexte que le POSDEV travaille en partenariat avec la FAO et le projet Dimitra pour assurer la collecte d'informations sur les ONG, les instituts de recherche et les centres d'information travaillant avec les femmes rurales dans 7 pays de l'Afrique de l'Ouest: le Ghana, le Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, le Cap Vert, le Gabon, le Congo-Brazzaville et la République Centrafricaine.

Le POSDEV fait bénéficier le projet Dimitra de son expertise grâce à son réseau d'organisations membres et ses partenaires qui sont déjà présents et actifs dans les pays couverts par le projet. De cette façon, le projet devient rentable et mutuellement bénéfique. Les organisations participant au projet, le POSDEV compris, acquièrent une connaissance en profondeur des institutions et organisations travaillant avec les femmes rurales. Le projet rend aussi le POSDEV et ses membres plus visibles au niveau mondial via l'Internet.

Les données recueillies permettront au POSDEV d'avoir accès à un plus grand nombre d'informations sur le développement et faciliteront la création de passerelles entre tous les secteurs du développement. Le travail accompli permettra également de fournir une information utile pour la planification des programmes sur le genre en mettant en lumière la contribution des femmes à la société et leur rôle en tant qu'agents de développement.

Bien que relativement jeune, le POSDEV, ainsi que ses organisations membres, sont de plus en plus reconnus comme des partenaires de développement crédibles. Ceci

est d'ailleurs illustré par l'accréditation du POSDEV auprès de la CNUCED et son statut de membre du Comité Consultatif de l'USAID/Interaction African Liaison Program Initiative (Initiative du Programme de Liaison d'Interaction Africaine) dont le but est d'améliorer le partenariat tripartite entre l'USAID et les ONG américaines et africaines.

L'affiliation au POSDEV est ouverte à toutes les ONG africaines qui partagent la même vision et ont des membres à la base. □

Si votre organisation se trouve dans l'un des pays suivants: Ghana, Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, Cap-Vert, Gabon, Congo-Brazzaville et République Centrafricaine et que vous désirez figurer dans le Guide Dimitra, veuillez contacter le POSDEV à l'adresse ci-dessous. Un questionnaire Dimitra vous sera envoyé.

POSDEV

Mme Lawrencia Adams

P.O.Box 0273, OSU

Accra, GHANA

Tél: +223-21-244177

Fax: +223-21-244155

E-mail:

posdev@africaonline.com.gh

Organisations membres du POSDEV au 31/12/99:

	SIGLE	NOM	PAYS
1.	APIC	Action Pour des Initiatives Communautaires	Bénin
2.	MWANGAZA-ACTION	Promotion et Appui aux Organisations de Base	Burkina Faso
3.	ACHD	African Centre for Human Development	Ghana
4.	ACOD	Association Conseil pour le Développement - netasso	Mali
5.	SABA	Solidarité pour l'Autopromotion à la Base	Mali
6.	G-FORCE	Groupe de Formation, Consultation et Etude	Mali
7.	INAGEF	Institut Africain de Gestion et de Formation	Mali
8.	APOR	Action pour la Promotion des Organisations Rurales	Niger
9.	KOKARI/SCIR	Kokari - Service d'Intermédiation en Crédit Rural	Niger
10.	ZATONA-ADIL	ZATONA - Apoio ao Desenvolvimento de Iniciativa Locais	Sao Tomé-et-Principe
11.	MEDET	Mangaung Education and Development Trust	Afrique du Sud
12.	ORAP	Organization of Rural Associations for Progress	Zimbabwe

Promouvoir l'émancipation des femmes

PAR RUTH OJIAMBO OCHIENG

Isis-WICCE est une organisation internationale de femmes dont les valeurs fondamentales sont la justice et la tolérance. Etablie en 1974 à Genève par une poignée de femmes militantes, elle vise à répondre aux besoins en communication des femmes du monde entier et à partager des informations et des idées de façon à permettre la création de réseaux de solidarité pour surmonter les inégalités entre les hommes et les femmes.

En septembre 1993, après deux décennies de soutien à l'émancipation des femmes du Nord, l'organisation a décidé de transférer ses bureaux en Ouganda, Afrique. Le but est de renforcer le pouvoir des femmes, particulièrement les femmes rurales désavantagées dans leur capacité très limitée d'accès à l'information et d'acquisition des connaissances nécessaires à l'amélioration de leur quotidien. Divers moyens sont mis en œuvre par le biais des activités de l'organisation pour assurer que les femmes parviennent à l'autodétermination en renforçant leurs compétences et en acquérant plus d'idées et de connaissances par le partage de l'information.

■ La nécessité d'établir des réseaux

Pour Isis-WICCE, l'union fait la force et par conséquent, le travail en réseau est à la base de ses activités. Isis-WICCE collabore avec d'autres mouvements de femmes, à la fois au niveau local et international, afin de pouvoir réaliser des avancées significatives dans la promotion de l'autodétermination des femmes. Les dernières décennies abondent en exemples d'initiatives fructueuses qui ont donné aux femmes du monde entier la possibilité de combattre les injustices et les inégalités.

Les *Instituts de Programme d'Echange* qui sont organisés par l'organisation, au niveau local et international, ont permis aux femmes militantes, surtout celles des régions les plus pauvres, d'avoir la possibilité de se rencontrer et d'échanger leurs idées, compétences, expériences et réussites par rapport à un thème donné. Cette interaction et ce partage ont renforcé la capacité des femmes à mettre en place des stratégies pour lancer des campagnes d'information et de pression efficaces contre les

discriminations et la violation des droits humains des femmes et des petites filles. Ces échanges ont également apporté aux femmes des compétences spécifiques qui leur ont permis de contribuer à l'appel des mouvements de femmes du monde entier pour la reconnaissance et le respect des droits humains des femmes.

L'Institut pour le Programme d'Echange Local qui a démarré en 1999, a permis aux femmes rurales leaders, particulièrement celles vivant dans les zones de conflits armés, de rompre leur isolation et de décider de former un réseau très fort pour inculquer une culture de paix au sein de leurs communautés. Ces femmes ont également été formées à la problématique du genre, au leadership et à la gestion des traumatismes.

■ La communication: une clé pour mieux comprendre

La communication est une clé pour comprendre les uns et les autres et, par conséquent, pour développer des perceptions positives. Les débats mensuels sur le genre et le développement organisés par Isis-WICCE visent ce même but en augmentant la sensibilité à la dimension de genre chez les hommes et les femmes. Ces causeries sont très populaires tant au sein des communautés rurales qu'urbaines. Notons que les réactions des hommes et des femmes sont consignées quand des problèmes difficiles sont discutés, comme le contrôle de la terre et le partage du pouvoir entre les hommes et les femmes.

Rendre visibles les contributions des femmes aux yeux de la société ougandaise et du monde extérieur, est une autre stratégie que Isis-WICCE utilise pour permettre aux

femmes de tendre vers plus d'équité et d'égalité.

■ Un programme d'information et de documentation actif

Le Programme d'Information et de Documentation, qui utilise une approche intégrée, peut informer les communautés et les politiques sur tous ces débats. Les méthodes utilisées sont variées: courrier électronique, Internet, collaboration avec les services des grands médias généralistes

informer et communiquer

et aussi avec des médias spécialisés comme le Uganda Media Women Association (Association ougandaise des femmes dans les médias). La mise sur pied de pièces de théâtre qui traitent des problèmes délicats et cruciaux de la société dans la plupart des langues locales est une autre approche qu'Isis-WICCE met en place. L'objectif recherché est la mise sur pied de troupes de théâtre locales qui, jouant de village en village, utilisent la voie du théâtre comme un moyen efficace pour informer et éduquer les communautés sur les divers problèmes qui concernent les femmes et les petites filles.

La mise en place d'*unités rurales d'information* est par ailleurs perçue comme une stratégie appropriée pour apporter de nouvelles idées aux femmes rurales et pour fournir un espace où elles peuvent se rencontrer et partager leurs connaissances. Ces unités sont devenues des centres qui

gènèrent et diffusent des informations et des connaissances sur et à propos des femmes dans ces communautés.

L'une des raisons qui ont poussé Isis-WICCE à déménager vers l'Afrique, était d'essayer de donner la parole aux femmes africaines. La production d'une documentation sur les expériences et la vie des femmes est devenue l'une des activités principales de l'organisation. La réponse du public aux résultats des recherches est telle que l'on demande maintenant à Isis-WICCE de fournir une documentation sur des thèmes qui sont hors de ses attributions. La réussite de ce projet de collecte de l'expérience de femmes ayant vécu des situations de conflits armés en Ouganda a changé la perception des femmes sur de nombreux problèmes. Elles savent maintenant que parler de leurs vies et de leurs expériences est la seule façon d'obtenir réparation et par conséquent d'atteindre l'autodétermination. Les constatations tirées de cette documentation ont non seulement souligné les abus physiques que les femmes ont endurés, mais elles ont aussi permis d'ouvrir les yeux sur des conséquences qui continuent à affecter les femmes après la guerre. L'insécurité alimentaire en est l'un des facteurs les plus visibles et la plupart des foyers doivent y faire face avec son corollaire, les taux élevés de malnutrition.

■ Les femmes et la sécurité alimentaire

Il existe en ce moment un certain nombre d'initiatives lancées par des organisations

gouvernementales et non-gouvernementales. Si on considère que les femmes représentent 82% de la force de travail dans le secteur agricole et plus de 80% dans la production alimentaire, il est impératif, selon Isis-WICCE, d'entendre ce que ces femmes (qui sont agricultrices et productrices de nourriture) ont à dire. Cette situation a motivé la décision d'Isis-WICCE de se concentrer sur une collecte d'expériences et de témoignages de femmes dans «Les femmes et la sécurité alimentaire en Ouganda pour la période 2000-2002». Le but de ce projet est de démontrer à quel point le conflit armé a contribué à la très basse production alimentaire actuelle. Les résultats permettront également d'identifier d'autres facteurs qui contribuent à une production alimentaire insuffisante. En particulier, le document permettra de faire entendre les voix de celles qui contribuent tant au secteur tout en recevant si peu, sans même mentionner leur propre alimentation qui est déficiente et entraîne

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

La Directrice
Isis-WICCE
P.O. Box 4934
Kampala
UGANDA

Tél.: +256-41-543953

Fax: +256-41-543954

E-mail: isis@starcom.co.ug

Site Internet: <http://www.isis.or.ug>

une détérioration permanente de leur santé, et par conséquent, une production moindre. Les résultats seront des données utiles tant au niveau micro que macro pour les planificateurs et les politiques. L'idée force de cette stratégie est la mise en évidence du manque d'accessibilité à l'information dont souffrent les femmes, surtout celles qui vivent en milieu rural, bien qu'ironiquement, ce sont elles qui contribuent le plus à remplir les paniers des ménagères du pays.

Isis-WICCE s'efforce d'assurer la liaison entre les idées, les expériences et les succès des femmes. Cet objectif se concrétise dans les faits par la compilation de documents féministes et spécifiques au genre en provenance de nombreuses régions du monde, par la diffusion de ces informations dans nos diverses publications et en les ajoutant à notre site Internet.

De cette façon, Isis-WICCE est en mesure de contribuer à la construction d'une société bien informée, sensible au genre et qui valorise les contributions des femmes, en s'assurant que leurs points de vue sont totalement intégrés dans les politiques et utilisés pour un développement positif.

Merci de visiter notre site Internet. Vous y trouverez des informations actualisées sur les activités du Mouvement des Femmes en Afrique:

<http://www.isis.or.ug>. □

calendrier conférences

MARCHE MONDIALE DES FEMMES Une marche pour l'espoir, l'égalité, la paix et la démocratie

Date: 8 Mars - 17 octobre 2000

Le 8 mars 2000, la Journée Internationale des Femmes, marquera aussi le début de la Marche Mondiale des Femmes. Ce jour marquera également le début de la campagne de collecte de signatures visant à sensibiliser et mobiliser la population face à la pauvreté et à la violence faite aux femmes. La Marche Mondiale des Femmes sera inaugurée dans plus de 50 pays le 8 mars. Plus de 130 pays sont maintenant représentés au sein de ce projet et plus de 2000 groupes sont inscrits. Par ailleurs, près de 40 coordinations nationales ont vu le jour. La Marche Mondiale s'attaque résolument à la pauvreté et à toutes les formes de violence faites aux femmes. Elle propose

des solutions concrètes à ces deux fléaux. Ces revendications constituent un programme essentiel et fondamental pour les années à venir. Dans ce sens, le rassemblement mondial du 17 octobre 2000, devant les Nations unies, est à la fois la fin et le début d'un processus car d'autres initiatives suivront certainement.

Pour plus d'informations:
Marche Mondiale des Femmes
Fédération des Femmes du Québec
110 rue Ste-Thérèse, #307
Montréal, Québec
CANADA H2Y 1E6
Tél: +1-514-395.1196
Fax: +1-514-395.1224
E-mail: marche2000@ffq.qc.ca
Site Internet: <http://www.ffq.qc.ca/marche2000/fr/ffq.html>

LES FEMMES EN L'AN 2000: EGALITE DES SEXES, DEVELOPPEMENT ET PAIX POUR LE 21^{EME} SIECLE - SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

Date: du 5 au 9 juin 2000

Lieu: New York, Etats-Unis

La Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations unies procédera à l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre des Stratégies d'Action Prospectives de Nairobi pour la Promotion des Femmes, adoptées en 1985, et ceux du Programme de la Plate-forme d'Action adoptée à Beijing en 1995 lors de la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes. L'Assemblée Générale examinera également les actions et initiatives prévues pour l'an 2000 et au-delà.

L'Assemblée Générale a demandé aux Etats Membres des Nations unies, aux agences des Nations unies et aux ONG de fournir des informations pour aider à évaluer ce processus de mise en œuvre.

Pour plus d'informations:
<http://www.un.org/womenwatch/followup/beijing5/index.html>

Quelques exemples de projets d'Afrique australe

Voici quelques descriptions de projets réalisés par des ONG du Sud et collectées par nos partenaires africains au sein de leur pays ou sous-région. On peut remarquer que les ONG utilisent des stratégies de plus en plus diversifiées pour s'attaquer aux problèmes auxquels doivent faire face les femmes dans leur communauté ou dans leur pays. Les ONG travaillent sur tous les fronts mais certains domaines sont récurrents partout comme la santé, l'éducation et la formation, l'accès à la terre et la promotion des droits économiques et politiques. Il n'est donc pas surprenant de constater l'évolution progressive qui va de l'autonomie financière des femmes vers la promotion de leurs droits économiques et politiques.

Les projets qui traitent des problèmes d'accès à la terre sont de bons exemples du lien étroit entre les sphères économique et politique. L'article «Mettre le genre à l'ordre du jour des droits et conditions d'accès à la propriété foncière» (voir page 10) fournit des informations détaillées sur la situation actuelle des femmes au Zimbabwe quant à leur accès à la terre.

Comme le dit notre amie Ruth Ochieng d'ISIS-WICCE (voir page 5) «l'union fait la force» et le fait que les ONG et les groupements de femmes soient de plus en plus organisés et informés est en train de changer la nature de leurs activités et a des implications sur les structures traditionnelles de pouvoir. C'est particulièrement le cas dans les pays d'Afrique australe et les quelques projets ci-après sont de bons exemples sur la manière dont cette évolution prend forme.

Zambie

ZARD,

Zambia Association for Research and Development

■ Les femmes et leurs droits juridiques

Des discussions avec des groupements de femmes rurales ont clairement démontré que celles-ci étaient très intéressées par une formation sur les problèmes liés au genre. ZARD a l'intention de prendre cette formation en charge. Les femmes ont également informé ZARD qu'elles souhaitaient obtenir des informations sur leurs droits juridiques, car de nombreux tribunaux semblent prendre des positions partiales à leur égard. Les femmes ont le sentiment que si elles étaient mieux informées sur leurs droits, elles pourraient organiser des activités d'information et de pression, au niveau des tribunaux locaux et du gouvernement, afin d'améliorer l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes dans les politiques publiques et les décisions de justice.

■ Formation des femmes à des techniques de recherche communautaire de base

ZARD forme des femmes rurales pour qu'elles puissent entreprendre leurs propres recherches communautaires de base, la collecte des données et leur enregistrement. Ceci est fait dans le but de rectifier les inexactitudes que les chercheurs, qui viennent

de l'extérieur de la communauté, peuvent énoncer. Quand les chercheurs approchent les femmes dans les zones rurales, ils ont déjà souvent leur propre agenda et ne savent pas quelles sont les questions les plus pertinentes à poser ou comment formuler ces questions. Le résultat est que les personnes interviewées disent aux chercheurs ce qu'elles pensent qu'ils attendent d'elles au lieu de dire ce qu'elles pensent ou ressentent à propos d'un problème. Quand les femmes elles-mêmes seront formées à l'organisation d'une telle recherche, elles seront capables d'identifier les problèmes qui les affectent et obtiendront de la communauté des réponses plus précises. L'information ainsi recueillie sera plus pertinente et utile. □

ZARD, Zambia Association for Research and Development

House N° 16, P.O. Box 37836
Machini Road, Northmead
Lusaka, Zambie
Tél/Fax: +260-1-222883
E-mail: zard@zamnet.zm

*SDCC, Social Dimension CC***■ Projet de réforme foncière**

Social Dimension CC est impliqué dans un Projet de Réforme Foncière Sud Africain dans une communauté rurale de la Province de Mpumalanga. Le projet implique un transfert de terres, précédemment la propriété de blancs, à un groupe de ménages ruraux, dans le but d'octroyer une propriété foncière aux communautés rurales pauvres et en particulier aux femmes. Traditionnellement, les femmes n'ont pas accès à la terre et ne peuvent en être propriétaires. Le projet travaille à renverser cette situation en encourageant les femmes à participer au Programme de Réforme Foncière et à s'engager dans de petites activités agricoles commerciales. La tâche spécifique de Social Dimension CC est de procéder à une évaluation sociale du

projet, qui inclut une évaluation rapide de la communauté en général et des problèmes relatifs aux droits de propriété, au fermage et à l'utilisation des terres, y compris les accords de résidence en cours et les besoins en habitat, la définition du profil social des bénéficiaires, et la formulation des attentes, perceptions et attitudes vis à vis du projet. □

SDCC, Social Dimension CC

Office 501, Flora Centre
Ontdekkers Road, Florida North
P.O. Box 7377
1734 Westgate, Afrique du Sud
Tél: +27-11-6721332
Fax: +27-11-6721333
E-mail: soldim@global.co.za

*AFRA,
Association for Rural
Advancement***■ Facilitation pour la formation d'un mouvement de femmes rurales**

L'existence d'un mouvement de femmes rurales permettra aux femmes du KwaZulu-Natal de discuter des problèmes existants et de leurs solutions possibles et d'avoir une plate-forme pour exprimer leurs besoins. Les activités incluent: la collecte de données sur les structures féminines existantes et la formulation de leurs besoins; une présentation du Programme d'Action de Beijing et de la Commission on Gender Equality (Commission sur l'Égalité de Genre) aux groupements de femmes; des présentations sur le genre et le développement. En dépit des difficultés inhérentes aux communautés traditionnelles et des soupçons pesant sur toute activité politique, 50 réunions ont été tenues avec des groupes-cibles de femmes qui ont montré un intérêt considérable pour cette initiative. □

**AFRA,
Association for Rural Advancement**

123 Loop Street
P.O.Box 2517
3200 Pietermaritzburg, Afrique du Sud
Tél: 27-331-457607
Fax: 27-331-455106
E-mail: afra@wn.apc.org

*CRLS,
Centre for Rural Legal
Studies***■ Etude de cas approfondie sur un projet de réforme foncière avec une perspective de genre**

Cette micro-analyse complète les recherches précédentes destinées à rassembler de la documentation sur les problèmes de préjugés en matière de genre dans la structure du projet de réforme foncière et dans les résultats de cette réforme. Le projet est en rapport direct avec un autre projet de recherche et de plaidoyer du CRLS, actuellement en cours et intitulé «Promoting Long Term Tenure Security and Housing for Farm Workers in the Western Cape» (Promouvoir la sécurité foncière et le logement à long terme pour les travailleurs agricoles dans la Province du Cap Occidental). Ce projet apparenté a pour but de vérifier comment les subventions gouvernementales pour la terre et le logement ont été utilisées dans la pratique. □

**CRLS,
Centre for Rural Legal Studies**

9 Helderberg Street
P.O.Box 1169
7599 Stellenbosch, Afrique du Sud
Tél: +27-21-8838032
Fax: +27-21-8865076
E-mail: rulegstu@iafrica.com
Site Internet:
<http://users.iafrica.com/r/ru/rulegstu/>

Botswana*MWIC,
Metlhaetsile Women's
Information Centre***■ Centre d'assistance juridique**

Le Centre accueille, depuis sa création, un service d'assistance juridique destiné aux femmes. Ce service reçoit, en moyenne, 20 nouvelles clientes par semaine. Quelques-unes s'adressent à ce service pour un conseil ponctuel, mais la majorité a besoin d'être représentée devant un tribunal. Les membres de l'équipe juridique du Centre ont acquis de l'expérience dans le domaine du droit de la famille, ce qui fait d'eux les spécialistes les plus en vue du pays dans le domaine des litiges en matière de droit de la famille. Les principaux problèmes auxquels sont confrontées les femmes continuent à relever des relations de couples, maritales ou non. D'autres problèmes récurrents concernent la violence, l'accès à la propriété, les droits d'héritage des veuves et des enfants de sexe féminin, ainsi que des enfants nés hors mariage, et la prise en charge des enfants.

■ Procès-test

Cette stratégie découle des affaires traitées par le service d'assistance juridique. De par la nature et la fréquence des affaires traitées, l'équipe du service d'assistance s'est fait une idée du genre de réforme juridique nécessaire pour modifier l'interprétation de la loi. C'est le service d'assistance juridique du MWIC qui a véritablement utilisé le litige comme une stratégie visant à changer les lois concernant les droits des femmes. L'efficacité de cette méthode a été démontrée dans l'affaire qui opposait Unity Dow au Procureur Général où, pour la première fois, l'arrêt rendu établissait que la Constitution du Botswana accorde des droits aux femmes. □

**MWIC,
Metlhaetsile Women's
Information Centre**

Private Bag 42
Machudi, Botswana
Tél: + 226-377153
Fax: + 226-377195
E-mail: mwic@bc.bw

SAW, Society for the Advancement of Women

■ Accroître la prise de conscience et la sensibilité à la dimension de genre

Depuis ses débuts, la SAW travaille dans les zones rurales. Son programme de sensibilisation a démarré en 1994 dans tout le pays. Ce programme sensibilise les femmes et la population dans son entièreté aux droits des femmes qui sont inscrits dans la Constitution du Malawi et dans les Conventions internationales sur les droits des femmes. La SAW recourt à des ateliers, des séminaires, des réunions, du théâtre, des vidéos et des débats à la radio. La SAW organise des campagnes de lobby auprès des politiques pour les inciter à formuler des politiques sensibles au genre, des budgets et des programmes de distribution des ressources. La SAW travaille aussi avec la police dans les zones rurales pour l'encourager à être plus sensible à la dimension de genre et à prendre en considération les plaintes des femmes et à les traiter confidentiellement. La SAW rencontre les instances de police une fois par mois pour évaluer leurs activités en matière de droits des femmes et la manière dont la police traite leurs agresseurs.

■ Conseils juridiques

Depuis 1995, la SAW offre des services de conseil pour les femmes victimes de violence. La plupart de ses clientes sont des femmes en provenance de zones rurales, des veuves qui ont vu leur propriété confisquée par les parents de leur époux décédé, des femmes au foyer battues par leur mari, ou encore des cas de divorce et de partage des biens.

Le service inclut des conseils juridiques gratuits et l'action en justice au nom des clientes. Des projets sont en cours pour établir un centre de refuge pour les victimes de violence.

La SAW visite les zones rurales une fois par mois pour collecter des informations sur les violences faites aux femmes et pour organiser des réunions avec des femmes de façon à les former sur la façon dont elles peuvent identifier et dénoncer ces violences.

Les femmes victimes de la violence doivent connaître leurs droits pour pouvoir identifier et dénoncer les violations qui leur sont faites. Les projets de la SAW sont conçus pour renforcer le pouvoir des femmes et pour redresser les déséquilibres en terme de genre. Pour ce faire, il faut concentrer les efforts sur les femmes qui ont été opprimées pour qu'elles puissent atteindre un niveau égal à celui des hommes. La SAW ne délaisse pas pour autant les gardiens des valeurs culturelles traditionnelles et se fait fort d'inclure les chefs traditionnels dans toutes ses activités pour qu'ils puissent également être sensibilisés aux problèmes des droits des femmes. □

SAW, Society for the Advancement of Women

P.O.Box 1207
Plot 277 Area 9
Lilongwe, Malawi
Fax: +265-781285
E-mail: sawomen@eo.wn.apc.org

Lesotho

FIDA, Federation of Women Lawyers

■ Programme d'assistance juridique

La FIDA dispose d'un service d'assistance juridique qui fournit des services juridiques aux hommes et aux femmes qui ne peuvent se permettre ceux d'un avocat. La plupart des clients sont des villageoises, impliquées dans des conflits en matière de pensions alimentaires et d'abandon du domicile conjugal, particulièrement fréquents dans les zones rurales où la plupart des époux sont des travailleurs migrants en Afrique du Sud ou dans des villes éloignées.

Les problèmes d'héritage se posent également parce que la plupart des gens ne rédigent pas de testament et que les veuves, notamment, sont écartées par la famille de leur époux décédé. Le centre d'assistance juridique fournit également de l'aide aux femmes victimes de violences familiales. A cet égard, la FIDA travaille conjointement

avec la Selibeng, une organisation qui offre assistance et soutien aux victimes de violences familiales, en particulier aux femmes. La FIDA s'efforce également de résoudre certains problèmes en offrant une médiation et une conciliation entre les parties et les familles. Ce programme propose également une formation para juridique, destinée aux hommes et aux femmes des régions rurales, dans des domaines du droit qui touchent vraiment à leurs besoins, tels que le droit de la famille et le droit de succession. □

FIDA, Federation of Women Lawyers

House 544, Hoohlo Extension
P.O.Box 0534
Maseru 105, Lesotho
Tél: +266-865878
Fax: +266-310057

Namibie

WAD, Women's Action for Development

■ Formation socio-politique pour les femmes

WAD s'emploie à renforcer activement le pouvoir des femmes et a, jusqu'à présent, obtenu d'excellents résultats. Une formation dans le domaine socio-politique renforce le pouvoir des femmes et leur permet d'agir ensemble, fortes de leur union, et de traiter elles-mêmes les problèmes sociaux de leurs régions, en faisant pression sur les décideurs, les chefs communautaires et les autorités traditionnelles dans le but d'obtenir de l'aide pour résoudre leurs problèmes et pour acquérir ce dont elles ont besoin pour leurs villages.

■ Formation aux techniques de lobbying

Par exemple, si on a besoin d'une ambulance dans un village, les membres de WAD, sont formées aux techniques à appliquer pour obtenir cette ambulance. Elles font pression sur les décideurs qu'elles ont élus pour leur propre bénéfice à elles. Si elles ne réussissent pas, elles ont également reçu une formation pour faire bouger la communauté par la rédaction et l'envoi de pétitions ou encore via le lobby des médias qui jouent un rôle décisif pour influencer les décideurs. Les domaines dans lesquels les femmes concentrent également leurs efforts sont: les problèmes d'éducation et de santé, l'alcoolisme, la drogue, la sensibilisation au sida et le planning familial. □

WAD, Women's Action for Development

1st Floor, Swabou Building
25 Schönlein Street, P.O.Box 31487
Windhoek, Namibie
Tél: +264-61-227630
Fax: +264-61-236372
E-mail: agrifutura@iwwn.com.na

LE DROIT A LA TERRE POUR LES FEMMES AU ZIMBABWE

Le genre à l'ordre du jour des droits et conditions d'accès à

Le Président Robert Mugabe du Zimbabwe a un agenda foncier bien connu de la majorité noire de la population: confiscation sans compensation – sauf si la Grande Bretagne aide au remboursement bancaire des 800 fermes appartenant à des blancs. Il a fait les gros titres des journaux en annonçant: «Nous prendrons la terre sans en payer un sou». Ce qui n'a pas fait les manchettes des journaux c'est le fait qu'au Zimbabwe, 70% de la force de travail agricole est constitué par des femmes, que ce sont elles qui travaillent la terre mais qu'elles ne peuvent en être les propriétaires. Les critiques dénoncent le fait que les bénéficiaires de cette politique gouvernementale controversée seraient surtout les amis de Mugabe qui font partie de la classe moyenne et sont tous des hommes.

■ Un accès précaire à la terre

Les paysannes Virginia Manyange, 30 ans et mère de 3 enfants, et ses belles-sœurs sont officiellement sans terre. Elles vivent sur la zone de repeuplement gouvernementale de Jompani, à 250 km à l'ouest d'Harare, là où les permis gouvernementaux d'exploitation de la terre ne sont généralement pas émis aux époux conjointement mais seulement aux hommes. La famille élargie cultive des cultures de rentes. Chaque femme cultive aussi une «gandiwa», un lopin de terre d'un acre, traditionnellement octroyé par les maris à leurs épouses pour leur usage exclusif. Les femmes cultivent des produits agricoles dont elles vendent une partie pour payer les frais scolaires et les suppléments des dépenses de la famille.

L'accès à la terre des femmes Manyange est précaire. Si un mari vient à mourir, le permis d'exploitation n'est pas automatique-

ment transféré à sa veuve, sauf si les deux époux ont insisté pour avoir un enregistrement commun. Si la femme est abandonnée ou obligée de quitter un foyer violent, elle doit tout abandonner et il n'est pas certain que sa propre famille l'accueille à bras ouverts. La voisine de Virginia, Monica Makubalo renchérit: «C'est encore pire si vous divorcez et si vous êtes chassée de la terre de votre époux et votre propre famille ne veut pas de vous, car elle aussi se bat pour un peu de terre». Comme il est impossible pour une femme d'obtenir un permis sur une quelconque zone de repeuplement, une divorcée se retrouve de ce fait au beau milieu d'un véritable enfer économique. Une femme de Jompani, qui demande à rester anonyme, nous informe qu'elle et les autres femmes divorcées sont traitées «comme des mendiante».

«Ce qui est choquant, c'est la peur insidieuse des femmes d'être chassées du foyer conjugal» dit Maia Chenu-Repond, une ex-fonctionnaire qui étudie le genre et les problèmes de droits fonciers. «Les épouses sont terriblement conscientes de leur vulnérabilité. Par conséquent, elles ont tendance à ne pas s'affirmer dans leur mariage».

En 1996, le Projet Musasa, basé à Harare, a été la première ONG du Zimbabwe à enquêter et à confronter les violences faites aux femmes au cours d'une enquête conduite dans la Province rurale du Midlands. Sur les 966 femmes interviewées (de toutes origines ethniques), 1 sur 3 avait subi des violences sexuelles, avait été violée ou obligée d'avoir des rapports sexuels contre son gré et 1 sur 12 avait été agressée (frappée à coup de poings ou de pieds) pendant qu'elle était enceinte. La plupart avait toléré ces mauvais traitements par peur d'être chassée du foyer conjugal et de la terre. «Si je suis chassée par mon mari, avec mon éducation qui s'arrête au cours moyen, où pourrais-je aller et que pourrais-je faire?» interroge l'une des femmes.

■ La terre, problème politique

«La terre est un véritable problème politique!» dit Shereen Essof, Coordinatrice au sein du Zimbabwe Women's Resource Centre and Network (ZWRCN). «Le gouvernement semble totalement fermé à l'idée de droits fonciers pour les femmes». Cependant, les femmes activistes et les autres organisations civiques se regroupent pour «mettre le genre à l'ordre du jour des problèmes de

propriété foncière». Les droits des femmes à la terre furent sabotés en 1998 quand le Ministre chargé de la réimplantation, Joseph Msika, a rejeté les demandes des femmes pour que les permis d'accès à la terre soient automatiquement enregistrés au nom des deux conjoints et pour que les 5 millions d'hectares destinés à la redistribution soient octroyés à des femmes seules, non mariées ou encore chefs de famille. Les raisons invoquées par le Ministre étaient que de telles politiques conduisaient à la destruction des foyers. Cette peur trouve un écho chez certains hommes de Jompani. «Je ne suis pas du tout d'accord pour qu'il y ait un système de quota pour les femmes: cela conduirait à l'augmentation des divorces», dit Sabelo Makubalo, 31 ans. «Une femme seule n'a pas la capacité de gérer sa propre terre. Que se passerait-il si elle décidait de se marier et de déménager dans le village de son nouveau mari?»

Au Zimbabwe, on trouve différents types de terre: des terres de culture fertiles et commerciales, qui appartiennent traditionnellement aux blancs (et maintenant aussi aux membres de la classe moyenne noire); des terres communales surpeuplées, allouées par le régime colonial britannique à la majorité noire de la population et les zones de repeuplement où la terre a été redistribuée à la population noire depuis l'indépendance en 1981. Bien que moins d'1% de la majorité noire de la population vit dans les zones de repeuplement, ces zones sont devenues une cible majeure de la campagne pour les droits des femmes à la propriété foncière. L'ONG Women and Law in Southern Africa (WLSA), indique que parce «qu'il y a peu de traditions liées au repeuplement, peu de situations où les gens se déracinent de plein gré et commentent une nouvelle vie loin des terres et des traditions ancestrales», les plans de repeuplement constituent l'occasion idéale pour le gouvernement de mettre un terme aux discriminations faites aux femmes par rapport à leurs droits à la propriété foncière».

■ Statut social et situation de pouvoir

Au cœur du problème de statut (très bas) des femmes au Zimbabwe, se trouve le système traditionnel de lobola, ou de la fortune de la mariée, où le mari acquiert des droits sur sa femme, y inclus des droits sexuels. Les maris croient qu'ils sont en droit de prendre des décisions unilatérales

la propriété foncière

en matière de santé reproductive: la taille de la famille, l'utilisation de contraceptifs et la fidélité conjugale, ce qui rend les femmes vulnérables au VIH, le virus qui cause le Sida.

Rumbidzai Nhundu, du Women's Action Group, croit que la réforme foncière renforce les anciens stéréotypes. «Les chefs de famille ne devraient plus être définis seulement en tant qu'hommes», dit-elle. Les experts et les activistes insistent sur le fait que les droits des femmes à la propriété foncière sont une partie intégrante du développement national. «Le manque d'égalité selon le genre dans la propriété et le contrôle de la terre représente sans doute l'un des facteurs les plus importants (qui explique) l'écart entre le bien-être économique, le statut social et la situation de pouvoir entre les hommes et les femmes», a dit en novembre dernier Angela E.V. King, Conseillère Spéciale auprès du Secrétaire-Général des Nations Unies pour les Affaires de Genre et la Promotion de la Femme, lors de la 8^{ème} Conférence Régionale sur les Femmes à Addis-Abeba en Ethiopie. Bien que les pressions pour une réforme foncière aient été essentiellement le fait des femmes, une minorité substantielle de fermiers hommes les soutiennent, rejetant les peurs masculines selon lesquelles avec des droits légaux les femmes pourraient contrôler les cultures et les revenus et feraient disparaître les bénéfices au profit de leurs parents. Bien que Sabelo Makubalo, de la zone de repeuplement de Jompani, critique les droits à la propriété terrienne pour les femmes non mariées, il affirme «qu'il vaut mieux que la terre soit enregistrée sous nos deux noms car ma femme connaît les besoins de notre famille et elle ne va pas détourner les revenus de nos champs pour ses parents. Je lui fais confiance.» □

Inter titres et traduction française de la rédaction du bulletin.

**Par Pat Made pour
Institut Panos pour l'Afrique australe**

P.O.Box 391663
Benakale Road, Northmead
Lusaka, Zambie

Tél: +260-1-290037
Fax: +26-0-1-293262

E-mail: panos@panos.org.zm

Sites Internet: <http://www.panos.org.zm>
<http://www.oneworld.org/panos>

Abantu for Development

<http://www.abantu.org>

Abantu for Development est une ONG internationale fondée en 1991 par des femmes africaines. Basée au Royaume Uni, Abantu for Development possède également des bureaux au Kenya, Ghana et Nigéria. Abantu concentre ses programmes dans 4 domaines: la formation et renforcement des capacités; le plaidoyer, la sensibilisation du public, l'utilisation des réseaux; la recherche, l'information et les publications; le développement institutionnel d'Abantu. *Le site est disponible en anglais.*

African Gender Institute

<http://www.uct.ac.za/org/agi>

L'African Gender Institute (AGI) a été créé en 1996 à Cape Town, Afrique du Sud, à la suite d'un processus consultatif impliquant de nombreuses organisations concernées partout en Afrique. La mission de l'AGI est de favoriser un traitement équitable entre les sexes en Afrique en contribuant à la transformation des institutions et des pratiques sociales inévitables qui limitent le potentiel de leadership des femmes et la promotion des objectifs de l'égalité des chances en Afrique. Le site Internet, en plus d'information sur les programmes de l'AGI, inclut des articles et des rapports qu'il publie. Le site contient également une large liste de liens électroniques. *Le site est disponible en anglais.*

Famafrique

<http://www.famafrique.org/>

Famafrique fait partie du groupe d'activités d'ENDA et est situé à Dakar, Sénégal. Son site, le premier dans sa catégorie en Afrique francophone, a été créé pour renforcer la visibilité et la capacité d'action des organisations féministes de la région. *Le site est disponible en français.*

ENDA-Synfev

<http://www.enda.sn/synfev/synfev.htm>

SYNFEV, Synergie Genre et Développement, est une équipe d'ENDA Tiers-Monde (Environnement et Développement du Tiers-Monde), organisation internationale à but non lucratif et à caractère associatif dont le siège est à Dakar, Sénégal. L'équipe ENDA-SYNFEV a pour mission la dynamisation de la composante femme et genre au sein des activités de ENDA et en partenariat avec les associations, groupes et réseaux agissant dans la même direction, sous forme de réseau souple. *Le site est disponible en anglais et en français.*

Women'sNet

<http://www.womensnet.org.za/>

Women'sNet a été créé en 1998 par SANGONet et la Commission on Gender Equality sud-africaine. Bien que l'accent soit surtout mis sur l'Afrique du Sud, Women'sNet a mis en place toute une série de formations pour les femmes sur tout le continent. Women'sNet est un programme de soutien électronique conçu pour aider les femmes sud-africaines à utiliser l'Internet pour trouver les personnes, les problèmes, les ressources et les outils nécessaires à l'action sociale des femmes. *Le site est disponible en anglais.*

Flamme: Africaines en ligne

<http://flamme.org/>

Flamme est un réseau électronique de femmes africaines qui utilisent les technologies de l'information et de la communication pour renforcer les capacités des femmes à influencer, renforcer et prendre part au processus Beijing+5 en Afrique et dans le monde. Les liens conduisent à des documents plein-texte sur la Conférence de Beijing et ses activités connexes. *Le site est disponible en français et anglais.*

Femnet

<http://www.africaonline.co.ke/femnet/>

FEMNET est le Réseau des Femmes Africaines pour le Développement et la Communication. Il est basé au Kenya et son objectif principal est de créer des liens entre les ONG africaines afin qu'elles puissent communiquer et partager leurs idées, leurs connaissances et leurs expériences dans le but d'améliorer la condition des femmes africaines de manière soutenue et durable. Le site fournit des informations sur les activités de FEMNET, les projets communs, la contribution de FEMNET au processus Beijing +5, et bien davantage. *Le site est disponible en anglais et français.*

Women in Development Southern Africa Awareness (WIDSAA) Programme

<http://www.sardc.net/widsaa/>

WIDSAA fournit un accès à l'information, travaille en étroite collaboration avec la SADC (Southern African Development Community) et ses partenaires nationaux dans les 14 pays membres. Le programme de WIDSAA, régional et tourné vers l'action, a pour but d'être un catalyseur et de fournir des conseils aux gouvernements de la région, aux ONG, aux agences, aux médias et au public dans la formulation de politiques qui concernent les femmes. *Le site est disponible en anglais.*

Beyond Inequalities - Women at Work - Crossing Borders

Le ZWRNC a publié 3 livres sur des problèmes concernant les femmes en Afrique:

«*Beyond Inequalities*» est une publication qui décrit le statut de la femme en Afrique australe et souligne les initiatives prises pour intégrer le genre dans le processus de développement global de la région.

«*Women at work*» est un répertoire complet sur la situation des femmes dans la région.

«*Crossing Borders*» examine les relations entre les femmes, la culture et le développement. (en anglais)

Pour commander: ZWRNC, Zimbabwe Women's Resource Centre and Network, P.O. Box 2192, Harare, Zimbabwe
Tél: +263-4-707483/4
Fax: +263-4-720331
E-mail: zwrnc@zwrnc.org.zw

Women and Microcredit in Rural Bangladesh: An Anthropological Study of Grameen Bank Lending

Aminur Rahman, 1999

Ce livre est la première étude anthropologique sur les prêts de la Banque Grameen aux femmes rurales. Il présente le point de vue de l'emprunteur plutôt que celui du prêteur. Les résultats de cette recherche remettent en question les idées préconçues et les visions habituelles sur le succès des projets de microcrédit et apportent de nouveaux éléments pour examiner et comprendre l'impact des projets de microcrédit sur les clients.

Le livre examine la façon dont les femmes emprunteuses sont impliquées dans le programme de microcrédit de la Banque Grameen ainsi que la structure de prêt à la base de la banque. Il illustre également les implications d'un prêt de la Banque Grameen pour les emprunteurs, les membres de leur foyer et les agents de la banque. L'objet principal du livre est l'étude du fonctionnement des microcrédits au niveau du village; les réalités journalières de la vie des femmes emprunteuses et des agents bancaires sont décrites tout comme les stratégies des femmes informatrices pour s'impliquer dans le schéma de microcrédit. L'étude aborde également les dynamiques de pouvoir dans la vie de tous les jours des femmes informatrices, et décrit comment ces dynamiques affectent les relations des emprunteuses avec leurs foyers et les centres de prêt, et comment elles concernent aussi les relations des agents bancaires avec les centres de prêt et la banque. (en anglais)

Pour commander: Westview Press, Perseus Books Group Customer Service
5500 Central Avenue, Boulder,
CO 80301, USA
Tél: +1-800-3865656
Fax: +1-303-4493356
E-mail: westview.orders@perseusbooks.com
Site Internet:
<http://www.westviewpress.com/>

nouveaux livres

Infobank of Gender and Gender Related Institutions in Kenya

Ce livre reprend la description de 132 institutions basées à Nairobi dont le but est exclusivement le travail sur le genre ou qui intègrent la perspective de genre dans leurs programmes et priorités. Le livre est conçu pour identifier des partenaires potentiels dans le but de collaborer à la promotion du statut social, politique et économique des femmes kenyanes. (en anglais)

Academy Science Publishers, Kenya, 1999
ISBN 9966240373
Pour commander: Africa Book Centre Ltd., 38 King Street, London WC2E 8JT, UK
Tél: +44-171-2406649
Fax: +44-171-4970309
E-mail: orders@africabookcentre.com

Women, Land and Agriculture

Caroline Sweetman, 1999

Cette collection d'articles rédigés par des praticiens du développement et des femmes militantes, examine l'accès des femmes à la terre et leur rôle dans la production alimentaire dans les pays en développement. Les articles soutiennent que les contributions des femmes à la production agricole globale, en ce qui concerne l'alimentation et les profits, continuent à être largement ignorées et sous-estimées, et que leur capacité à cultiver est entravée par leur manque de contrôle sur la terre, les intrants agricoles, le crédit, et d'autres ressources essentielles. Trente ans après les premières études, le rôle des femmes dans l'agriculture demeure sous-estimé et incompris par les planificateurs et les décideurs du développement. (en anglais)

Pour commander: Oxfam GB
Tél: +44-1202-712933
Fax: +44-1202-712930
E-mail: bebc@bec.co.uk
Site Internet: <http://www.oxfam.org.uk>

CONTACTEZ-NOUS!

Eliane Najros, Coordinatrice du projet
Tél.: 32-2-5490310

Maartje Houbrechts, Chargée de projet
Tél.: 32-2-5496168

Fax: 32-2-5490314
e-mail: dimitra@dimitra.org

FAO Projet Dimitra (GCP/INT/673/BEL)
21 rue Brederode
B-1000 Bruxelles
Belgique

Avec le soutien financier de la DGCI, Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur et de la Coopération Internationale (Belgique) et de la Fondation Roi Baudouin

Le contenu des articles ne correspond pas nécessairement aux vues de la FAO ou du projet Dimitra

Graphisme: Atelier voor grafische & aanverwante toepassingen, Gent
Imprimé par édition et imprimerie, Bruxelles

Measuring the Immeasurable Planning. Monitoring and Evaluation of Networks

Compilé par Marilee Karl avec des articles de Anita Anand, Floris Blankenberg, Allert Van den Ham, Adrian Saldanha, 1999

Qu'est-ce qu'un réseau? Qui se met en réseau? Peut-on mesurer l'efficacité des activités d'un réseau? Les réseaux ont commencé à émerger vers la fin des années 60 et ils sont devenus une force à travers les nations, les régions et les continents.

Le livre aborde ces questions en recourant à des études de cas et fournit d'intéressantes informations données par les réseaux eux-mêmes sur la façon dont ils fonctionnent, à quoi ils peuvent parvenir et la façon dont ils s'auto-contrôlent et mettent sur pied des instruments et des processus d'évaluation et de planification. (en anglais)

Pour commander:
Women's Feature Service,
1 Nizamuddin East, New Delhi 110 013 India
ou Novib (Pays-Bas)

Publications de la FAO

Figures for Bookkeeping - Facilitator's Guide 1 & 2

Grâce à ce manuel, les femmes et les hommes illettrés apprennent à tenir un crayon, à écrire des chiffres et à faire des calculs relativement compliqués. Les adultes apprennent non seulement à compter mais ils acquièrent aussi un sentiment de confiance en eux et en leur capacité à apprendre. La formation au calcul a été développée dans le but de former des adultes à des méthodes simples de comptabilité. (en anglais)

Simple Bookkeeping and Business Management Skills - Facilitator's Guide

Ria Meijerink

Ce manuel vise à apprendre aux micro-entrepreneurs comment utiliser leurs connaissances en calcul pour améliorer leur entreprise. Ce document fait partie d'une série destinée aux personnes qui ont terminé le cours de calcul «Figures for Bookkeeping». «Simple Bookkeeping and Business Management Skills» a été conçu et testé au Ghana. Les expériences de personnes qui ont formé des petits entrepreneurs, et en particulier des groupes de femmes dans divers pays africains, ont été intégrées dans le livre. (en anglais)

Pour commander:
FAO, Bureau Régional pour l'Afrique
Mme Diana Templeman,
Fonctionnaire régionale chargée du genre
P.O. Box 1628
Accra, Ghana



ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE